

Le monde dit une nouvelle fois non au blocus de Cuba par les États-Unis

Necessity of ending the economic, commercial and financial embargo imposed by the United States of America against Cuba

AFGHANISTAN	CAMEROON	FINLAND	KUWAIT	NEPAL	SENEGAL	UKRAINE
ALBANIA	CANADA	FRANCE	KYRGYZSTAN	NETHERLANDS	SERBIA	UNITED ARAB EMIRATES
ALGERIA	CENTRAL AFR REP...	GABON	LAO PDR	NEW ZEALAND	SEYCHELLES	UNITED KINGDOM
ANDORRA	CHAD	GAMBIA	LATVIA	NICARAGUA	SIERRA LEONE	UNITED STATES OF AMERICA
ANGOLA	CHILE	GEORGIA	LEBANON	NIGER	SINGAPORE	UNITED STATES OF AMERICA
ANTIGUA-BARBUDA	CHINA	GERMANY	LESOTHO	NIGERIA	SLOVAKIA	URUGUAY
ARGENTINA	COLOMBIA	GHANA	LIBERIA	NORWAY	SLOVENIA	UZBEKISTAN
ARMENIA	COMOROS	GREECE	LIBYA	OMAN	SOLOMON ISLANDS	VANUATU
AUSTRALIA	CONGO	GRENADA	LIECHTENSTEIN	PAKISTAN	SOMALIA	VENEZUELA
AUSTRIA	COSTA RICA	GUATEMALA	LITHUANIA	PALAU	SOUTH AFRICA	VIET NAM
AZERBAIJAN	COTE D'IVOIRE	GUINEA	LUXEMBOURG	PANAMA	SOUTH SUDAN	YEMEN
BAHAMAS	CROATIA	GUINEA-BISSAU	MADAGASCAR	PAPUA NEW GUINEA	SPAIN	ZAMBIA
BAHRAIN	CUBA	GUYANA	MALAWI	PARAGUAY	SRI LANKA	ZIMBABWE
BANGLADESH	CYPRUS	HAITI	MALAYSIA	PERU	SUDAN	
BARBADOS	CZECH REPUBLIC	HONDURAS	MALDIVES	PHILIPPINES	SURINAME	
BELARUS	DEM PR OF KOREA	HUNGARY	MALI	POLAND	SWEDEN	
BELGIUM	DEM REP OF THE C...	ICELAND	MALTA	PORTUGAL	SWITZERLAND	
BELIZE	DENMARK	INDIA	MARSHALL ISLANDS	QATAR	SYRIAN ARAB REP...	
BENIN	DJIBOUTI	INDONESIA	MAURITANIA	REP OF KOREA	TAJIKISTAN	
BHUTAN	DOMINICA	IRAN (ISLAMIC REP...)	MAURITIUS	REP OF MOLDOVA	THAILAND	
BOLIVIA (PLURINAT...)	DOMINICAN REP...	IRAQ	MEXICO	ROMANIA	THE FYR MACEDONIA	
BOSNIA-HERZEGOV...	ECUADOR	IRELAND	MICRONESIA (FS)	RUSSIAN FED...	TIMOR-LESTE	
BOTSWANA	EGYPT	ISRAEL	MONACO	RWANDA	TOGO	
BRAZIL	EL SALVADOR	ITALY	MONGOLIA	SAINT KITTS-NEVIS	TONGA	
BRUNEI DARUSSAL...	EQUATORIAL GUINEA	JAMAICA	MONTENEGRO	SAINT LUCIA	TRINIDAD-TOBAGO	
BULGARIA	ERITREA	JAPAN	MOROCCO	SAINT VINCENT-GR...	TUNISIA	
BURKINA FASO	ESTONIA	JORDAN	MOZAMBIQUE	SAMOA	TURKEY	
BURUNDI	ESWATINI	KAZAKHSTAN	MYANMAR	SAN MARINO	TURKMENISTAN	

La Havane, 1er nov. (RHC).- L'assemblée générale de l'ONU a adopté ce jeudi par 189 voix contre 2, celle des États-Unis et d'Israël, une nouvelle résolution exigeant la levée du blocus économique, commerciale et financier que les États-Unis infligent à Cuba depuis presque 60 ans déjà. Il n'y a eu aucune abstention.

Pour la 27e fois consécutive depuis 1992, la communauté internationale demande de façon catégorique la levée du blocus, conçu pour faire plier le peuple cubain par la faim et la maladie.

Cette année le vote a été marqué par de fortes pressions exercées par la délégation étasunienne afin de discréditer Cuba. Les États-Unis ont présenté 8 projets d'amendement fortement condamnés par le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez.

La délégation des États-Unis a présenté 8 amendements au projet de résolution exigeant la levée du blocus. Ces amendements portaient sur les droits humains et le respect des points contenus dans l'agenda 2030 de l'ONU concernant le développement durable.

Le chef de la diplomatie cubaine a dénoncé la manipulation et la politisation de la question des droits humains et des objectifs de l'agenda 2030.

«Le gouvernement des États-Unis manipule et politise vulgairement le souhait universel de garantir les droits humains à toutes les personnes et les objectifs de développement durable dans les amendements présentés avec pour seul objectif d'adultérer la nature et le thème au centre de la résolution contre le blocus que cette assemblée a adoptée 26 fois, de fabriquer un prétexte et d'obtenir une sorte d'appui international pour continuer à renforcer le blocus.

Un mémorandum grossier, que le département d'État a fait circuler parmi les diplomates ici présents assure que les amendements « ont l'intention d'aborder la raison sous-jacente de l'embargo » et que Cuba avec ses actions menace les objectifs de développement durable.»

Bruno Rodriguez a signalé que les États-Unis se moquent ainsi de l'assemblée générale et confirmé que notre pays est prêt à discuter des droits humains et de développement durable dans n'importe quel organe de l'ONU.

«Le gouvernement des États-Unis n'a pas la moindre autorité morale pour critiquer Cuba ou qui que ce soit en matière de droits humains.

Nous en réprouvons la manipulation réitérée à des fins politiques et le deux poids deux mesures qui la caractérisent. »

Aucun des amendements proposés par les États-Unis n'a été adopté.

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/175477-le-monde-dit-une-nouvelle-fois-non-au-blocus-de-cuba-par-les-etats-unis>



Radio Habana Cuba